Conservation régionale des monuments historiques

Affaire suivie par : Marie-Odile Giraud
Tél: 04.42.16.14.07
marie-odile.giraud@culture.gouv.fr

La directrice régionale des affaires culturelles
Provence-Alpes-Côte d’Azur,

à

Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes,
Préfecture
CADAM - 147, boulevard du Mercantour
06286 NICE cedex 3

Objet : 06 – NICE, Hôtel du Grand Palais (ancien)
P.J. : quatre exemplaires de l’arrêté d’inscription au titre des monuments historiques

J’ai l’honneur de vous adresser sous ce pli quatre copies de l’arrêté du Préfet de Région portant inscription au titre des monuments historiques de l’immeuble visé en référence, suivant l’avis de la commission régionale du patrimoine et de l’architecture.

Je vous prie de bien vouloir notifier une copie de l’arrêté au maire de la commune intéressée en lui demandant, conformément à l’article L153-60 du code de l’urbanisme, d’annexer au P.L.U. la servitude de protection dans un délai de trois mois et en l’informant qu’à défaut, il vous appartiendra de procéder d’office à cette formalité.

Je vous laisse par ailleurs apprécier l’opportunité d’adresser copie de l’arrêté aux autres services publics de votre département.

Pour la directrice régionale des affaires culturelles,
Le conservateur régional des monuments historiques

Thierry BACUREAU

DRAC PACA – 23, bd du Roi René – 13617 Aix-en-Provence cedex 1 -
Téléphone : 04.42.16.19.00
www.culture.gouv.fr/Régions/Drac-Provence-Alpes-Côte-d-Azur
Arrêté
portant inscription au titre des monuments historiques
de l'hôtel du Grand Palais (ancien) à NICE (Alpes-Maritimes)

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à
l'action des services de l'État dans les départements et les régions,
Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 28 janvier 2021,
Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

CONSIDERANT que l'ensemble immobilier Le Grand Palais à NICE (Alpes-Maritimes) présente un
intérêt architectural et urbain suffisant pour en rendre désirable la préservation, en raison du
caractère novateur de cet ancien hôtel de voyageurs conçu dès 1908 sur le programme d'une
résidence hôtelière, par ailleurs de l'intérêt paysager de la composition de ses jardins et terrasses en
surplomb du boulevard de Cimiez

ARRETE

Article premier : Sont inscrites au titre des monuments historiques les parties communes suivantes
du l'ensemble immobilier formé par l'ancien Hôtel du Grand Palais :

- Les façades et toitures de l'ensemble immobilier constitué de neuf blocs numérotés de I à IX
- Les entrées et cages d'escalier de chacun des neuf blocs
- L'ensemble de la composition paysagère : jardins et terrasses, murs de clôture
- Les vestiges du chemin de fer de l'ancien funiculaire

situées 2 boulevard de Cimiez à NICE (Alpes Maritimes), figurant au cadastre section LE sur les
parcelles n° 336 d'une contenance de 235 m², n° 338 d'une contenance de 237 m², n° 339 d'une
contenance de 260 m², n° 340 d'une contenance de 275 m², n° 341 d'une contenance de 91 m², n°
342 d'une contenance de 4695 m² n° 343 d'une contenance de 960 m², n° 344 d'une contenance de
120 m², n° 345 d'une contenance de 160 m². telles que délimitées sur le plan ci-annexé.
Les parties communes dudit ensemble immobilier appartiennent à la Copropriété « SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L’IMMEUBLE LE GRAND PALAIS 2 BOULEVARD DE CIMIEZ SIS À NICE », dont le siège est à NICE (06300), 2 boulevard de Cimiez, non identifiée au SIREN et au Registre du Commerce et des Sociétés.

Etant précisé que cette copropriété a été également identifiée par la parcelle n° 336 suite au procès-verbal du cadastre n° 265, publié le 21 juin 1976 au service de la publicité foncière de NICE 1er volume 2739 AP numéro 27.

La Copropriété « SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L’IMMEUBLE LE GRAND PALAIS 2 BOULEVARD DE CIMIEZ SIS À NICE » est représentée par le syndic en exercice, la Société dénommée CABINET BORNE ET DELAUNAY, Société anonyme dont le siège est à NICE (06000), 4 boulevard Dubouchage, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NICE, et identifiée au SIREN sous le numéro 971 800 735. Le CABINET BORNE ET DELAUNAY est lui-même représenté par Monsieur Vincent DELAUNAY, né le 1er novembre 1968 à NICE (06000), domicilié professionnellement à la même adresse.

Ledit ensemble immobilier ayant fait l’objet d’un état descriptif de division aux termes d’un acte reçu par Maître HERMENT et Maître RASTOIN, Notaires à NICE, le 28 avril 1948 et publié au service de la publicité foncière de NICE 1er, le 22 juin 1948 volume 1466 numéro 50.

Ledit états descriptif de division a été modifié :

- Bloc V : aux termes d’un acte reçu le 31 juillet 1959 par Maître Jean LATIL, Notaire à NICE (06000), et publié au service de la publicité foncière de NICE 1er, le 10 août 1959 volume 2693 numéro 2.
- Blocs II et III : aux termes d’un acte reçu par Maître Jean-Michel RENUCCI, Notaire membre de la Société Civile Professionnelle « René JARDILLIER, Jacques MEUNIER, Jean-Michel
- Bloc IX : aux termes d'un acte reçu par Maître Nathalie MARCH, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle « SCP Jean-Charles MARCH, Emmanuel LIONS, Karine MILLO, Nathalie MARCH », titulaire d'un office notarial à NICE (06000) 2 boulevard Dubouchage, le 7 novembre 2019 et publié au service de la publicité foncière de NICE 1ER, le 17 septembre 2020 volume 2020 P numéro 7407.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires et au maire de la commune concernée et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

Article 3 : Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Marseille, le 17 JUIN 2021

Le Préfet de Région,

Christophe MIRMAND
Plan annexé à l'arrêté portant inscription au titre des monuments historiques de l'hôtel du Grand Palais (ancien) à NICE (Alpes Maritimes)

Marseille, le 17 JUIN 2021

Le Préfet de Région,

Christophe MIRMAND